

4^{me} Circonscription

THIERS-AMBERT

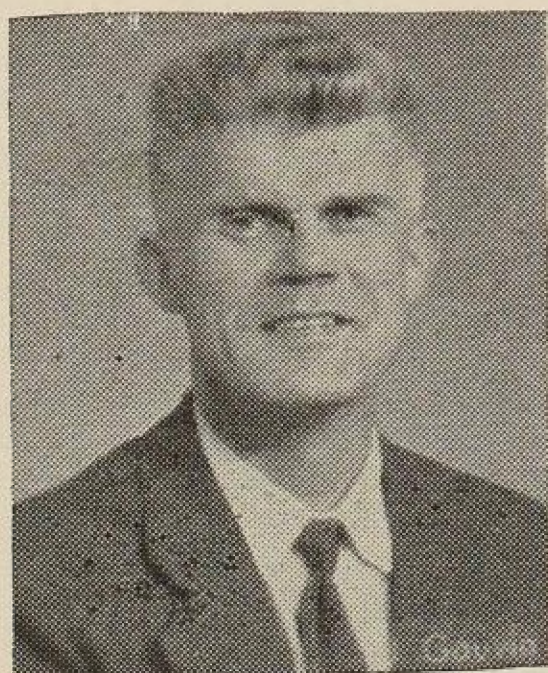
**Jean CHADUC**

42 ans

Représentant de Commerce
AMBERT

Né dans une famille de petit exploitant agricole. Il exploite lui-même la propriété familiale jusqu'à l'âge de 27 ans. A cette époque, comme beaucoup de jeunes, il quitte la terre et s'installe représentant de commerce à Ambert. Marié, père d'une fillette de 6 ans. Il est élu en décembre 1962 administrateur de la Caisse Départementale des Allocations Familiales et de l'Union de Recouvrement (U.R.S.S.A.F.). Elu également administrateur à l'Office Départemental des H.L.M., il y siège 18 mois, où il fait aboutir de nombreux projets en souffrance depuis des années, il en est évincé par décret ministériel en même temps que des dizaines d'autres sur le plan national. Militant syndicaliste, il s'occupe particulièrement des questions prud'homales et est l'auteur de nombreux rappels de salaires en faveur des ouvriers de la région.

Remplaçant Eventuel

**Antoine SAINT-JOANIS**

52 ans

Artisan à Thiers

Ancien Résistant
Membre de la délégation spéciale en 1945
Responsable d'organisations laïques

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 5 MARS 1967

Candidat présenté par le PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS pour

L'UNION DES FORCES DE GAUCHE ET DÉMOCRATIQUES

Depuis l'avènement du pouvoir actuel, en 1958, le Parti Communiste Français lui est **fondamentalement opposé**.

Seul, à l'origine, il a mis tout en œuvre pour le rassemblement des forces démocratiques. Il propose un programme dont l'application assurerait une véritable démocratie ECONOMIQUE et POLITIQUE.

Avec persévérance nous nous prononçons pour :

♦ LA SOUVERAINETÉ DU PEUPLE.

- Une Assemblée nationale élue au suffrage universel et à la représentation proportionnelle.
- Un gouvernement STABLE et RESPONSABLE devant l'ASSEMBLÉE.
- Un statut démocratique de l'O.R.T.F.
- La GARANTIE et l'EXTENSION des libertés communales et départementales.

♦ LE BIEN-ÊTRE SOCIAL ET LE PROGRÈS ÉCONOMIQUE AVEC UN PLAN DÉMOCRATIQUE D'EXPANSION.

- La nationalisation des monopoles, des secteurs-clés de l'économie, des banques d'affaires et des compagnies d'assurances.
- La gestion démocratique des entreprises nationalisées.
- L'épanouissement de l'agriculture. Favoriser le développement de la coopération, assurer l'équipement du secteur rural.

Les progrès scientifiques et techniques doivent se traduire par :

- Le relèvement des salaires, traitements, pensions et retraites. La réduction du temps de travail sans diminution de salaire. L'abaissement de l'âge de la retraite. Une véritable politique du logement. Une réforme fiscale démocratique. Des mesures favorables au petit commerce et à l'artisanat. L'amélioration de la condition féminine et de l'enfance. Une réforme démocratique de l'enseignement, la garantie de la laïcité, l'attribution de 25 % du budget à l'Education Nationale. Le droit de vote à 18 ans. Un service militaire à court terme.

♦ UNE POLITIQUE DE PAIX, basée sur la coexistence pacifique, avec :

- Le renforcement de la coopération pacifique avec tous les pays, d'Europe notamment. Un système de sécurité collective. La reconversion à des fins pacifiques de la force de frappe. L'adhésion au traité de Moscou. Toutes initiatives politiques nécessaires à l'arrêt de l'intervention américaine au Vietnam.

LE BILAN DU POUVOIR GAULLISTE

Alors que la production a augmenté de 60 %, la productivité de 50 %, le niveau de vie n'a pas cessé de se dégrader. Les mirifiques promesses du 5^e plan apparaissent de plus en plus comme pure démagogie.

— La situation de l'emploi est de plus en plus difficile dans l'habillement, la métallurgie, le bâtiment.

— La liquidation prévue de plusieurs lignes S.N.C.F.

— Situation de l'école et de l'université grave : 50 % des jeunes gens, les 2/3 des jeunes filles quittent l'école sans métier.

— Dans le domaine du logement on ne prévoit pas la couverture des 2/3 des besoins immédiats.

— Dans l'hospitalisation publique, les 2/3 de l'équipement ne sont pas conformes aux normes.

— L'avenir des exploitants familiaux est mis en péril et aussi celui des petits commerçants et artisans.

— En matière d'équipement rural, la voirie est délaissée. 60.000 ruraux n'ont pas l'eau courante tandis que cyniquement on prévoit que 150.000 ruraux ne bénéficieront pas du réseau d'égouts.

— Des charges de plus en plus lourdes pèsent sur les communes et le département (68 % des sommes nécessaires). L'Etat se libère des dépenses d'équipement qui lui reviendraient normalement pour les consacrer à la force de frappe et aux cadeaux aux monopoles.

— Le poids de l'impôt direct et indirect est de plus en plus lourd. Le nombre des contribuables a doublé en huit ans.

Désirant changer de pilote mais pas de navire, ce ne sont pas les candidats de Lecanuet et de Giscard, camouflés sous leurs étiquettes : Centre démocrate, sans étiquette, indépendant, 5^e République, qui appliqueraient une politique différente.

CE A QUOI ŒUVRENT LES COMMUNISTES

Dans le cadre du programme national défini au recto, qui ferait cesser la domination des féodalités économiques et financières sur l'économie et sur l'Etat, et dégagerait les moyens de sa réalisation, voici notre programme pour la circonscription Thiers-Ambert.

GARANTIE DE L'EMPLOI PAR L'EXPANSION ECONOMIQUE. — Développement des activités industrielles. Exploitation de toutes les ressources locales, le tout accompagné de créations d'emplois nécessaires. Implantation d'industries nouvelles. Suppression de zones de salaires. Lutte efficace contre les Chambres de Commerce de Thiers et d'Ambert qui s'opposent à toute implantation de nouvelles industries.

EQUIPEMENT RURAL. — Opposition aux méthodes de liquidation des exploitations familiales agricoles (tuberculisation, brucellose). Subventions pour les adductions d'eau, chemins ruraux, une juste rémunération du travail paysan.

RESEAU ROUTIER. — Devant l'augmentation du trafic et pour permettre le développement de notre région : aménagement du réseau routier et liaison rapide sur Paris (nationales 89 et 106). Pour le désenclavement d'Ambert, ouverture d'une voie de circulation (Vallée de la Dore, Courpière à Giroux). Aménagement hardi du réseau C.D.

S.N.C.F. — Maintien du réseau existant et modernisation.

TELECOMMUNICATIONS. — Extension et automatisation du réseau téléphonique.

DEVELOPPEMENT DE L'ECOLE. — Afin de donner à chaque enfant des chances égales dans le cadre d'une réforme démocratique,

promouvoir une politique de constructions scolaires répondant aux nécessités locales : primaire, secondaire et technique.

LOGEMENT. — Construction de logements à loyer véritablement modéré, adaptés aux besoins locaux et pourvus d'équipements collectifs sociaux indispensables.

AMELIORATION DE L'ALIMENTATION EN EAU. — Captage répondant aux besoins des grands centres.

HOSPITALISATION PUBLIQUE. — Moderniser, humaniser les hôpitaux.

EQUIPEMENT SPORTIF. — Satisfaction de besoins scolaires sur la base de 5 heures d'éducation physique et de sport par semaine. La création et le plein emploi des installations permettant une pratique sportive élargie aux autres couches de la population.

BESOINS CULTURELS ET VIE DES ASSOCIATIONS DEMOCRATIQUES. — Construction de Maisons du Peuple et de Centres Sociaux et Culturels.

AUTRES DISPOSITIONS. — Création rapide de nombreuses crèches. Installation de maisons de retraite pour les vieux, de restaurants pour personnes âgées, de foyers pour jeunes travailleurs.

EQUIPEMENT TOURISTIQUE. — En vue d'exploiter les grandes possibilités de la région, création de centres de tourisme. Aménagement de plans d'eau et de piscines. Prévoir les équipements et dispositions afin que la pratique des sports d'hiver soit mise à la disposition des travailleurs.

CE PROGRAMME EST RÉALISABLE

L'augmentation de la production et de la productivité qui découle du progrès scientifique et technique permet de réaliser les mesures sociales que nous proposons, à condition que l'on ne laisse plus la haute banque et les grosses sociétés accaparer les richesses nationales.

Les dispositions d'équipement que nous envisageons s'accom-

plissent dans notre programme de mesures qui, conjuguées, assureraient l'essor souhaité (nationalisation des monopoles, réduction des dépenses militaires, abandon de la force de frappe inutile et dangereuse, fiscalité démocratique visant à prendre l'argent où il est).

L'UNION DE LA GAUCHE ET DE TOUTES LES FORCES DÉMOCRATIQUES

Le changement de régime nécessaire dans l'intérêt national comme dans l'intérêt de chacun d'entre nous sera l'œuvre de tous ceux qui, dans le pays, n'ont aucune raison de faire cause commune avec le régime des banques et des monopoles. C'est pourquoi nous pensons que les forces démocratiques, et en premier lieu les partis de gauche, peuvent et doivent s'unir sur

un programme commun, pour une politique de progrès social, d'indépendance nationale et de paix.

L'important accord intervenu récemment entre le Parti Communiste Français et la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste, étendu par un accord avec le Parti Socialiste Unifié, est un succès de la politique d'union de notre Parti.

POUR ÊTRE EFFICACE

Encore une fois c'est l'intervention de chacun d'entre vous qui permettra les pas supplémentaires indispensables vers un programme commun de gouvernement. LE MEILLEUR MOYEN D'INTERVENIR EN CE SENS EST DE VOTER POUR LE

CANDIDAT DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS ET SON REMPLAÇANT EVENTUEL, car le Parti Communiste Français est l'artisan le plus conséquent du Rassemblement des Démocrates.

POUR UNE FRANCE DÉMOCRATIQUE, PACIFIQUE, INDÉPENDANTE, ET PROSPÈRE

Accordez votre suffrage à :

Jean CHADUC
Candidat,

Antoine SAINT-JOANIS
Remplaçant éventuel